

L'Adresse—M. Jelinek

M. Rodriguez: Promoteur de l'économie de marché.

M. Jelinek: Je ne prends pas la parole aujourd'hui uniquement à titre de membre de l'opposition officielle, mais en tant que citoyen soucieux du bien-être de ce pays. Je peux voir où nous conduisent les changements apportés par le premier ministre. Comme des millions d'autres Canadiens, je ne veux pas voir s'effondrer les institutions politiques, sociales et économiques qui ont assuré la prospérité de notre pays.

J'entends un député néo-démocrate dire que suis un « promoteur de l'économie de marché ».

M. Rodriguez: Et comment!

M. Jelinek: Il a raison. Je suis en faveur de l'économie de marché et j'en suis fier.

● (1552)

M. Paproski: Pas comme vous, pauvre homme!

M. Jelinek: Monsieur l'Orateur, il est triste de dire que l'on ne nous envie plus dans le monde. Alors qu'un grand nombre d'autres pays s'efforcent de s'unir, nous nous querellons entre nous à tout propos: économie, unité, travail, et le reste. Les provinces luttent les unes contre les autres, l'Ouest contre l'Est, les francophones contre les anglophones et les uns contre les autres, et tout cela découle de l'indécision politique du gouvernement actuel qui prend des mesures à court terme selon les besoins pour l'amour du changement plutôt que pour susciter l'harmonie et la collaboration.

Permettez-moi de donner un exemple. Pourquoi ne pouvons-nous pas promouvoir le développement du secteur manufacturier secondaire autant que le socialisme? Notre secteur secondaire de la fabrication a à toutes fins pratiques disparu. Même l'industrie des pièces d'automobile est en difficulté. Cette industrie subit des déficits colossaux.

Le gouvernement a faussé son rôle. Le gouvernement a orienté ses priorités vers les aumônes et les prestations d'assurance-chômage au point de mettre notre économie en faillite. Le gouvernement prête des millions de dollars sans intérêt à d'autres pays. Nous devons continuer à vendre une partie de nos ressources naturelles à l'étranger, je le reconnais, mais nous ne devrions certainement pas les vendre toutes. Nous devrions certainement profiter d'une partie de ces ressources naturelles qui font la grande richesse de notre pays en les transformant chez nous dans le secteur secondaire de la fabrication. Nous les expédions plutôt au Japon, aux États-Unis et ailleurs où les ressources de notre pays créent des emplois, et assurent la productivité et la vigueur de l'économie. En fait, nous achetons souvent trop cher les produits finis, fabriqués la plupart du temps à partir de matières premières tirées de notre pays.

Lorsque le premier ministre et le gouvernement en arrivent à prouver que notre déficit commercial n'est pas loin d'être enrayé, ce n'est que grâce à l'immensité de nos ressources naturelles. Mais si nous exportons ces ressources naturelles, nous importons les produits finis. Pour n'importe quel pays cette situation n'est pas saine mais encore moins pour un pays qui vit dans un régime de libre entreprise. Nous prêtons gratuitement des millions et même des milliards de dollars à des pays étrangers et pourtant nous ne pouvons pas nous permettre d'aider nos propres petites entreprises. Nous accordons ces prêts à des pays comme l'Algérie, Cuba et d'autres.

[M. Jelinek.]

Une voix: Bravo!

M. Jelinek: C'est encore un néo-démocrate qui crie bravo. Ils aimeraient voir notre pays transformé en État socialiste comme Cuba, la Chine, l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie. Comme ils seraient heureux. Mais c'est une des raisons pour lesquelles les néo-démocrates ne réussiront jamais à devenir l'opposition officielle à la Chambre.

Des voix: Bravo!

M. Jelinek: Si nous donnions de l'expansion au secteur secondaire, nous connaîtrions une reprise de l'économie extraordinaire. De multiples emplois nouveaux seraient ainsi créés; nous augmenterions nos exportations et de nombreux articles seraient meilleur marché que ceux que nous devons importer aujourd'hui, puisqu'ils pourraient être fabriqués sur place par nos fabricants. Le développement du secteur secondaire donnerait aux petites entreprises du pays une vitalité dont nous avons bien besoin.

Des propositions comme celle-ci, assorties de dégrèvements fiscaux, de restrictions de la dépense gouvernementale et, le point est important, de la suppression de l'indexation, de la réduction de la masse monétaire, et de l'introduction de réductions fiscales sur les intérêts hypothécaires et fonciers, ainsi que de multiples autres propositions que notre parti et d'autres groupes intéressés ont déjà faites, contribueraient à renverser la tendance à la baisse de l'économie canadienne.

Au cours des quelques derniers mois le chef de l'opposition (M. Clark) a donné le détail de recommandations précises et réalistes tendant à cela. En fait, j'étais fier hier de l'entendre réitérer nombre de ces propositions au cours de l'intervention éloquent qu'il a faite à la Chambre. Il serait donc inutile que je répète toutes les mesures que M. Clark propose si éloquentement à la Chambre et aux Canadiens depuis des mois.

L'Orateur suppléant (M. Turner): A l'ordre. Je rappelle au député qu'il doit mentionner un député en citant sa circonscription ou en lui donnant son titre de chef de l'opposition, et non pas par son nom.

M. Jelinek: Tout le monde sait qu'il n'est plus « Joë Qui »?, mais le chef de l'opposition. Au lieu de répéter les solutions que notre chef propose depuis un certain temps, j'aimerais traiter brièvement du secteur que m'a confié mon parti, celui des petites entreprises.

Les députés le savent, cet élément de notre économie fait travailler en gros 60 p. 100 de la force de travail, et peut donc à ce titre assurer ou éteindre la vie économique du pays. Comme le NPD ne cesse d'interrompre mes propos, je dirai qu'il aimerait bien nationaliser même nos petites entreprises.

Le premier ministre a bien nommé un ministre, il y a plus de deux ans, pour s'occuper des petites entreprises, à notre demande d'ailleurs, mais ce secteur reste grandement négligé. C'est à l'initiative du parti conservateur que le premier débat en règle a eu lieu au Parlement sur les petites entreprises: c'était le 28 mars 1977. Nous avons eu l'occasion de rouvrir ce débat à diverses reprises depuis lors, et d'exposer chaque fois par le détail les nombreuses mesures qui profiteraient non seulement aux petites entreprises mais à l'économie tout entière.